



**DIRECTION DE LA BIBLIOTHÈQUE ET DES  
ÉTUDES DOCUMENTAIRES**

**BIBLIOGRAPHIE**

**No 75**

**Organisation mondiale du commerce et mondialisation  
1996-2000**

Bibliographie sélective

par

Marie-Hélène Fournier

Mars 2000



## SOMMMAIRE

COMMERCE AGROALIMENTAIRE.....	5
CONFÉRENCE DE SEATTLE .....	7
ENVIRONNEMENT .....	8
NORMES SOCIALES .....	10
ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE .....	12
ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES.....	13
PAYS EN DÉVELOPPEMENT .....	16
REGARDS CRITIQUES.....	17
SOUVERAINETÉ DE L'ÉTAT .....	22
TÉLÉCOMMUNICATIONS .....	25



## COMMERCE AGROALIMENTAIRE

1. Alliance canadienne des exportateurs agroalimentaires. **Mémoire présenté au Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la Chambre des communes lors des Audiences exploratoires sur les négociations à venir de l'OMC.** [En ligne]: novembre 1998. <http://www.agexportersalliance.org/omc.htm>

2. **Consultation québécoise sur les prochaines négociations de l'OMC en agriculture et agroalimentaire.** Québec: Ministère de l'Agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, 1999. 34 p.  
A33 P641 C65 1999 QLPG

"Les textes qui suivent portent sur l'analyse des principaux sujets qui seront abordés durant les prochaines négociations, soit le soutien interne, l'accès aux marchés, les subventions à l'exportation, l'environnement, les entreprises commerciales d'État et les normes sanitaires et phytosanitaires. Ces textes sont précédés d'un portrait du commerce international des produits agroalimentaires du Québec pour la période 1988-1997."

3. Fortin, Richelle ; Dupuis, Raymond ; Bouchard, Robert. **Les fruits et légumes dans les négociations [avec l'Organisation mondiale du commerce].** *Le Bulletin des agriculteurs.* Vol. 82, no 8 (juillet/août 1999). P. 15-16

"Présentation des enjeux liés aux prochaines négociations de l'Organisation mondiale du commerce pour l'industrie agroalimentaire québécoise et canadienne, notamment dans le cas de la culture maraîchère."

4. Gauthier, Philippe. **L'industrie du porc prend position: l'Uruguay Round prise deux.** *Le Bulletin des agriculteurs.* Vol. 82, no 5 (avril 1999). P. 38-40

"Résumé des principales revendications de l'industrie porcine canadienne en vue des négociations pour le renouvellement du traité commercial Uruguay Round."

5. Levac, Lionel. **Le climat des négociations [en matière de commerce agricole] se réchauffe!** *Le Bulletin des agriculteurs.* Vol. 82, no 7 (juin 1999). P. 15-16

"Tour d'horizon de la position que prendra le Canada lors des prochaines négociations commerciales dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce."

6. Levac, Lionel. **Les grains dans le collimateur.** *Le Bulletin des agriculteurs.* Vol. 82, no 6 (mai 1999). P. 14-15

"Survol de la place occupée par le Québec dans le commerce international des céréales; analyse des problématiques commerciales à venir dans ce domaine."

7. Union des producteurs agricoles. **Mémoire de l'Union des producteurs agricoles présenté au gouvernement du Québec dans le cadre de la consultation préparatoire à la prochaine ronde de négociations de l'OMC.** Longueuil, Québec: L'Union, 1999. 9 p.

B 1999 005 QL

8. Warêgne, Jean-Marie. **L'Organisation mondiale du commerce et le différend du boeuf aux hormones.** *Courrier hebdomadaire.* Nos 1658/1659 (1999). P. 1-82

"Depuis 1989, l'Union européenne interdit l'usage de certaines hormones naturelles et synthétiques destinées à favoriser la croissance dans l'élevage du bétail bovin. En 1995, les États-Unis se décident à saisir l'Organe de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce. La procédure juridique prévue est alors mise en route. Celle-ci établit que l'Union européenne ne se conforme pas aux accords en vigueur. L'Union adopte alors une attitude attentiste en continuant d'interdire l'importation du boeuf aux hormones. Une procédure d'arbitrage autorise alors les USA et le Canada à appliquer des mesures de rétorsion envers l'Union européenne. Depuis le 29 juillet 1999, les USA peuvent prélever des droits de douane de 100% sur une série de produits exportés par des pays membres de l'Union pour un montant total arrêté par les arbitres. Jean-Marie Warêgne rend compte minutieusement des étapes de ce processus de décision de l'OMC. Derrière le traitement juridique du dossier se profilent des enjeux comme la guerre que se livrent les deux grands ensembles économiques, des conceptions différentes de la protection des consommateurs et la question du rôle de la science dans les relations commerciales internationales."

## CONFÉRENCE DE SEATTLE

9. George, Susan. **Seattle, le tournant: comment l'OMC fut mise en échec.** *Le Monde diplomatique*. No 550 (janvier 2000). P. 4-7

"Après le fiasco de la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle, de nombreux commentateurs libéraux ont entrepris de réécrire l'histoire. À les entendre, les véritables vainqueurs seraient les États-Unis, et les grands vaincus l'Europe et les pays du Sud. Les vrais vainqueurs de Seattle sont les mouvements de citoyens, qui ont donné un coup d'arrêt à la prétention d'utiliser le commerce comme outil de déconstruction généralisée de tous les collectifs, et les gouvernements du Sud qui, indépendamment du bien-fondé de leurs positions, se sont affirmés comme des partenaires de plein droit pour l'avenir. Une opinion publique mondiale est en train de naître qui doit trouver son expression dans une prise de conscience nationale et internationale des élus des peuples."

10. Hillyard, Mick ; Edmonds, Tim. **Millennium trade talks and the "Battle in Seattle"**. [En ligne]: UK. House of Commons Library. Economic policy and statistics section, décembre 1999.  
<http://www.parliament.uk/commons/lib/research/rp99/rp99.htm>

"The 3rd Ministerial Conference, on trade on 30 November - 3 December 1999 in Seattle, Washington was meant to herald a new round of trade negotiations expected to begin early in 2000: the Millennium Round. Instead it will be remembered for street violence and political failure. The World's leaders had come to agree, and give political impetus to, the World Trade Organisation's work programme over the next few years; they left amid recriminations and failure. This Paper looks, briefly, at what went wrong at Seattle, what happens next and, in more depth, the underlying trade issues that need to be resolved."

11. Organisation mondiale du commerce. **Site officiel de la conférence ministérielle [en ligne]**.

[http://www.wto.org/wto/seattle/mindex\\_f.htm](http://www.wto.org/wto/seattle/mindex_f.htm)

12. Werly, Richard ; Messerlin, Patrick ; Tolotti, Sandrine. **Sommet de Seattle: le grand réveil citoyen; L'OMC devient un fourre-tout; Ce qui fait marcher José Bové.** *Croissance*. No 433 (janvier 2000). P. 12-18

Ils sont écologistes, défenseurs des droits sociaux, syndicalistes, représentants d'ONG. Voici comment ces contestataires du sommet de l'OMC à Seattle ont fait entendre, comme jamais, le point de vue de la société civile face aux abus de la mondialisation; L'échec de Seattle était prévisible car, de plus en plus, on demande à l'OMC de régler des problèmes en dehors de ses domaines de compétence; Symbole de l'anti-OMC, le bouillant militant de la Confédération paysanne incarne un courant de protestation branché sur la planète mais refusant son uniformisation dictée par les marchés.

### ENVIRONNEMENT

13. **Environnement et commerce international.** *Les Notes bleues de Bercy*. No 171 (novembre 1999). P. 1-8

Effet de serre, hormones, organismes génétiquement modifiés (OMG), amiante, santé publique, sécurité alimentaire, biodiversité: autant de thèmes qui témoignent du caractère multiforme des sujets environnementaux, désormais en interaction avec les échanges transfrontaliers. L'environnement est passé, en quelques années, d'une conception étroite à une conception large. Les questions environnementales doivent-elles désormais conditionner les échanges internationaux?

14. Kibel, Paul S. **National incentives to protect natural resources: preserving their place in international trade.** *Environmental Law Reporter*. Vol. 29, no 7 (juillet 1999). P. 10411-10417  
Disponible à l'Université Laval

"Examines the relationship between incentives and trade rules to restrict use of natural resource subsidies, and extent to which the rules account for the problem of negative externalities, and to which rules recognize the potentially effective role programs can play in correcting market failures. Some focus on the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) and the World Trade Organization (WTQ)."

15. Menotti, Victor. **Forest destruction and globalisation.** *Ecologist*. Vol. 29, no 3 (mai/juin 1999). P. 180-181

Disponible UQUAM

"Examines impact of need for global competitiveness, on forest protections, subsidies to logging companies, and consumption of wood products; includes role of the World Trade Organization (WTO)."

16. Moltke, Konrad von. **Semblables ou différents?** *Écodécision*. No 24 (printemps 1997). P. 37-38

"Examen de la question de l'introduction de normes environnementales, au chapitre de la production des matières premières, qui permettraient de séparer les produits selon que leur mode de production soit viable ou non, normes auxquelles s'oppose l'Organisation mondiale du commerce."

17. **OMC: quelles priorités?** *Économie et humanisme*. No 35 (octobre 1999). P. 1 et 4

"La compétition internationale a souvent conduit à des pratiques économiques, sociales et écologiques incompatibles avec les objectifs fondamentaux de ce qui s'impose aujourd'hui comme une nécessité, le développement durable."

18. Schoenbaum, Thomas J. **International trade and protection of the environment: the continuing search for reconciliation.** *American Journal of International Law*. Vol. 91 (April 1997). P. 268-313

"Advocates establishment of an ongoing process to deal with trade and environment issues within the framework of existing World Trade Organization (WTO) agreements and jurisprudence."

19. Vasavada, Utpal. **Environmental policy and the WTO: unresolved questions.** *Agricultural Outlook*. (November 1998). P. 12-14

"Addresses questions, such as assessing the trade off between environmental protection and trade distortion and interpreting "minimal trade-distorting effects", to be discussed at the World Trade Organization mini-round on agriculture which begins late 1999."

## NORMES SOCIALES

20. Aussilloux, Vincent ; Le Gall, Souad. **Quel poids donner aux normes sociales dans le commerce international?** *Problèmes économiques*. No 2.641 (24 septembre 1999). P. 1-10

"Le respect d'un minimum de normes sociales favorise-t-il ou pénalise-t-il le commerce international? Si les études chiffrées montrent sans ambiguïté leur rôle positif dans le développement des pays, le débat demeure sur leur mise en pratique: peuvent-elles se mettre en place d'elles-mêmes grâce au commerce ou faut-il les imposer ex nihilo?"

21. France. Conseil économique et social. **Les enjeux des négociations commerciales multilatérales du millénaire**. Paris: Éditions des Journaux officiels, 1999. 52 p.  
340.0944 J86 A958 1999 19 QL

"À la veille du lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales et face aux inquiétudes que suscite la libéralisation des échanges, le Conseil économique et social souligne la nécessité d'un cadre qui assure non seulement le progrès économique mais également le progrès social prenant ainsi en compte à la fois les différentes dimensions de l'échange international mais également l'attente de la société."

22. **Humaniser la mondialisation: les normes sociales dans le commerce international**. *Les Notes bleues de Bercy*. No 167 (septembre 1999). P. 1-16

"Comment instaurer au niveau multilatéral les normes sociales fondamentales considérées de plus en plus par les opinions publiques occidentales comme une exigence et une légitimation de la mondialisation, et surmonter parallèlement les réticences des pays en développement pour qui l'insertion dans le cadre contraignant de l'Organisation mondiale du commerce de ces normes pourrait devenir une source de protectionnisme déguisé? Cet article, extrait du dossier d'un colloque consacré aux "droits de l'homme et de l'enfant face à la mondialisation", fournit quelques pistes de réflexion dans le cadre de la préparation du cycle du millénaire, qui s'ouvrira à la fin novembre à Seattle."

23. Krug, Nicole J. **Exploiting child labor: corporate responsibility and the role of corporate codes of conduct.** *New-York Law School Journal of Human Rights.* No 14 (printemps 1998). P. 651-676

"Examines the problem's origin and history, ineffectiveness of extraterritorial application of related US law, ILO, GATT/WTO, and corporate efforts in eradicating child labor and poverty in developing countries."

24. Lee, Eddy. **Mondialisation et normes du travail: un tour d'horizon.** *Revue internationale du travail.* Vol. 136, no 2 (été 1997). P. 187-204

"L'auteur analyse dans le présent article quelques-unes des positions divergentes qui caractérisent le débat actuel sur le rôle des normes internationales du travail dans le contexte de la mondialisation. Ce débat est présent dans les instances politiques internationales et dans les analyses économiques récentes qui portent sur la question de savoir s'il serait souhaitable et possible d'adopter une clause sociale, sur l'incidence des normes fondamentales du travail en matière de compétitivité et de développement économique, et sur les avantages relatifs qu'offrent les autres moyens de mieux faire respecter ces normes."

25. Siroën, Jean-Marc. **À quoi sert l'OMC?: le débat autour de la clause sociale.** *La Revue de l'IRES.* No 29 (hiver 1998-99).

"La question de l'inclusion d'une clause sociale dans les accords commerciaux est systématiquement posée depuis quelques années. Si les accords régionaux s'en préoccupent, les références aux normes de travail sont absentes des textes de l'OMC. L'article s'interroge sur la pertinence économique des propositions actuelles qui visent à ancrer les accords commerciaux multilatéraux sur des conventions fondamentales de l'OIT. L'OIT est appelée à jouer un rôle essentiel dans le traitement du problème des normes sociales en assumant une fonction de normalisation et de surveillance sur laquelle l'OMC pourrait s'ancrer."

## ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

26. Benitah, Marc. **Fondements juridiques du traitement des subventions dans les systèmes GATT et OMC.** Genève: Librairie Droz, 1998. 371 p. 341.7543 B467 1998

"Le traitement des subventions en Droit international économique semble être un foisonnement de dispositions superposées au fil des années et des amendements. Le but de cet ouvrage est de démontrer qu'il y a cependant un thème fondamental sous-jacent à toutes ces dispositions, et qu'il constitue la clé pour comprendre leur fondement juridique. L'auteur montre, à l'intérêt du théoricien et du praticien, la connexion profonde entre la naissance, passée ou future, des différends dans le champ des subventions et les techniques d'atténuation des droits accordés à la partie qui en subit les «effets adverses»."

27. Krieger-Krynicky, Annie. **L'organisation mondiale du commerce: structures juridiques et politiques de négociation.** Paris: Vuibert, 1997. 187 p. 382.92 K92 1997 QL

"Contient une présentation minutieuse, détaillée et claire des rouages internes de l'OMC. Les dispositions des quinze accords, sept mémorandums et quatre accords multilatéraux font l'objet de la même analyse, accompagnée de la présentation des résultats obtenus depuis 1995 par les différents comités qui les régissent. Les décisions rendues en matière de règlement des différends, sans doute appelées à faire jurisprudence, sont étudiées et commentées."

28. OCDE. **Éléments relatifs à la concurrence inclus dans les accords commerciaux internationaux: aperçu général des accords de l'OMC après le cycle d'Uruguay.** Paris: Organisation de coopération et de développement économique, 1999. 18 p. 330.9005 D637 07 001 QL

L'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Accord sur les sauvegardes. Accord général sur le commerce des services. Mémorandum d'accord sur les engagements relatifs aux services financiers. Annexe sur les télécommunications. Document de référence sur les télécommunications de base. Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce.

29. **Organisation mondiale du commerce [en ligne].** Genève: OMC  
<http://www.wto.org/>

Site officiel de l'Organisation mondiale du commerce.

30. Organisation mondiale du commerce. **Rapport annuel 1998. Dossier spécial: mondialisation et commerce international.** Genève: OMC, 1998. 198 p.  
382.06 068 1998 QL

Le commerce mondial en 1997 et au premier semestre de 1998. Évolution de la politique commerciale. Mondialisation et commerce international. Activités de l'OMC.

31. Rainelli, Michel. **L'Organisation mondiale du commerce.** Paris: La Découverte, 1996. 121 p.

382.92 R155 1999 QL

32. Thiébaud, Flory. **L'organisation mondiale du commerce: droit institutionnel et substantiel.** Bruxelles: E. Bruylant, 1999. 248 p.  
341.7543 F641 1999 QL

"Étudie, sous forme de synthèse, les principaux aspects juridiques du système commercial mondial, tant sur le plan institutionnel que sur le plan du droit substantiel. Tout au long de ce livre, sont spécialement analysés la place de la Communauté dans le système commercial mondial ainsi que les rapports entre le droit du G.A.T.T.-O.M.C. et le droit communautaire."

### ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES

33. Bayne, Nicholas. **What governments want from international economic institutions and how they get it.** *Government and Opposition.* Vol. 32 (été 1997). P. 361-379

"International institutions created during or immediately after World War II have recently become the object of heightened academic interest. This analysis is generally focused on the extent to which these organizations have fulfilled the expectations of their founders. In the contemporary context, it is however preferable to ask what governments seek from these organizations, and how they get what they are seeking. An examination of the IMF and the WTO, with particular reference to the British government, allows an elucidation. The World Bank, the OECD, and the EU serve as further points of reference."

34. Blum, Roland ; France. Assemblée nationale. Commission des Affaires étrangères. **Mondialisation: chances et risques.** Paris: Assemblée nationale, 1999. 116 p.

328.44 D637 11/1963 QL

"La mondialisation a considérablement bouleversé les équilibres internes et les instruments de régulation nationaux et internationaux. Elle contribue à accentuer ou créer de nouvelles différences au sein des pays et entre les pays riches et pauvres. Face à ces nouveaux défis, le politique apparaît souvent désorienté, se réfugiant souvent de manière fataliste derrière la force des choses, et la communauté internationale peine - comme l'illustrent de manière cruelle les récentes péripéties de désignation du directeur général de l'OMC - à dégager une stratégie recueillant un consensus. Faut-il avoir peur de la mondialisation? Comment la France peut-elle s'adapter pour la saisir comme une opportunité d'un avenir meilleur? Telles sont les questions auxquelles ce rapport voudrait s'efforcer de répondre en rappelant tout d'abord les arguments des adversaires et des partisans de la mondialisation, et en s'interrogeant ensuite sur les marges de manoeuvre qu'il peut rester au politique."

35. Canada. Parlement. Chambre des communes. Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international ; Graham, Bill. **Le Canada et l'avenir de l'Organisation mondiale du commerce: pour un programme du millénaire qui sert l'intérêt public.** Ottawa: Le Comité, 1999. 404 p.  
XCII-361 1-1-05

"Compte rendu des audiences publiques concernant les positions que le Canada devrait défendre lors des négociations de l'OMC en novembre 1999: les intérêts du Canada dans l'édification d'un régime commercial mondial amélioré; les principaux secteurs des négociations intéressant le Canada; l'OMC et l'avenir mondial: faire progresser la «dimension sociale»; le système de l'OMC à l'orée du nouveau millénaire vers le développement équitable et la bonne gouvernance mondiale; les opinions dissidentes."

36. Canada. Projet de recherche sur les politiques. **Rapport sur la mondialisation [en ligne].** Février 1997.  
<http://policyresearch.schoolnet.ca/keydocs/global/index-f.htm>

Sommaire: Le rôle du Canada en l'an 2005. Le contexte international. Les relations Canada-États-Unis. La mondialisation économique. Le programme dans le domaine de commerce en 2005. L'intégration économique et la politique intérieure. La technologie et la société du

savoir. La sécurité humaine. Sécurité nationale et sécurité publique. Sécurité politique et militaire. La gouvernance. Valeurs et culture. Durabilité de l'environnement. Information statistique.

37. France. Délégation pour l'Union européenne; Marre, Béatrice. **De la mondialisation subie au développement contrôlé: les enjeux de la Conférence de Seattle (30 novembre-3 décembre 1999)**. Paris: Assemblée nationale, 1999. 506 p.  
328.44 D637 11/1824 QL

L'Organisation mondiale du commerce est le véritable enjeu de la «gouvernance mondiale»: la problématique de la libéralisation et de la régulation. Le développement est la première priorité du prochain cycle de négociations: la problématique nord-sud. Le cycle du développement contrôlé: la problématique de la stratégie de négociation (La politique agricole; La diversité culturelle; Les services publics; Les secteurs industriels riches en emplois; La propriété intellectuelle; Les droits de douane industriels; Le commerce électronique). L'OMC. L'Union européenne et l'OMC. Les autres organisations internationales.

38. France. Huwart, François ; Moscovici, Pierre. **Déclaration du gouvernement sur la préparation de la Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle**. *Assemblée Nationale, Paris, onzième Législature*. No 1884 (26 octobre 1999). P. 1-20

"Le Gouvernement vous présente aujourd'hui, après le débat de juin, ses orientations sur les prochaines négociations de l'OMC, l'Organisation mondiale du commerce. L'occasion est particulièrement opportune parce qu'elle se situe au moment où l'Europe a fixé sa position commune et où commencent à Genève les discussions sur le projet de déclaration ministérielle qui devra être adopté à Seattle."

39. Nitschke, Lori. **U.S., Trading partners at crossroads in Seattle**. *CQ Weekly*. Vol. 57, no 46 (27 novembre 1999). P. 2826-2842

"U.S. trade policy, like the World Trade Organization, is at a critical juncture. The most blatant trade barriers, such as tariffs, have been lowered or repealed. To expand opportunities, WTO member nations must increasingly turn to such subjects as biologically engineered food, environmental regulation and labor standards."

40. Québec. Ministère des Relations internationales. Direction générale des relations commerciales. **Le Québec et les accords de l'Uruguay Round: du GATT à l'Organisation mondiale du commerce**. Québec: La Direction, 1996. 100 p.

R38 R44 Q42 1996 QLPG

## PAYS EN DÉVELOPPEMENT

41. Michalopoulos, Constantine. **The developing countries in the WTO.** *The World Economy*. Vol. 22 (janvier 1999). P. 117-143  
Disponible à l'Université Laval.

"Examines involvement in organizational governance and decision-making, negative effects of institutional weaknesses in the home capitals, and other issues; recommendations."

42. Sharma, Shalendra D. **The World Trade Organization and implications for developing countries.** *SAIS Review*. Vol. 17, no 2 (automne 1997). P. 61-75  
Disponible à l'Université Laval.

"The WTO has been endowed with certain institutional and legal structures which allow it to play a more active and significant role in the promotion of the global multilateral trading system than its predecessors. Important aspects of multilateral trading agreements in the areas of agriculture, textiles, intellectual property rights, investment, and services merit consideration. The WTO is both advantageous and disadvantageous for developing countries; while providing developing countries with many opportunities to expand their trade and to integrate into the global economy, the WTO risks to create a certain number of negative side-effects in such countries."

43. Taxil, Bérange. **L'OMC et les pays en développement.** Paris: Montchrestien, 1998. 179 p.  
382.92 T235 1998 QL

"On sait depuis Lacordaire que "entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et la règle qui affranchit": L'OMC tente ce difficile équilibre entre l'idéologie du libéralisme total et l'établissement de quelques règles - provisoires - de protection des pays en développement. C'est à l'analyse de ce subtil équilibre que s'attache Bérange Taxil dans cet ouvrage qui fait le point, de façon claire, pertinente et complète, sur la situation des pays en développement dans l'ordre économique mondial que dessine l'OMC, et qui est, on le sait, bien loin du NOEI, ce Nouvel Ordre Economique International, dont ont rêvé un moment, en 1974, après la "crise pétrolière", les pays en développement."

44. Vincent, Fernand. **Mondialisation: dix propositions pour un contre projet global et local.** *Transnational Association*. (Novembre/décembre 1998). P. 270-283

Disponible à l'Université Laval

"Discusses the project initiated by Innovations y Redes para el Desarrollo (IREDA) to counter the adverse effects on developing countries of programs imposed by international financial agencies to promote economic globalization; focus on ten proposals made individually or jointly by non-governmental organizations (NGOs) worldwide. Agencies include the International Monetary Fund (IMF), World Bank, and World Trade Organization (WTO)."

### REGARDS CRITIQUES

45. Brie, Christian de. **L'AMI nouveau va arriver: dans l'opacité des tractations transatlantiques.** *Le Monde diplomatique*. No 542 (mai 1999). P. 13

"Dénonciation des nouveaux projets d'accords commerciaux actuellement élaborés dans le cadre du Partenariat économique transatlantique et du Cycle du millénaire de l'Organisation mondiale du commerce, accords qui consacreront la subordination des États et la soumission des peuples à l'expansion sans frein des multinationales."

46. Broncker, Marco. **Une mise en garde contre des tendances antidémocratiques à l'OMC: de meilleures règles pour un nouveau millénaire.** *Revue du Marché commun et de l'Union européenne*. No 433 (novembre/décembre 1999). P. 683-699

"Le thème du présent article concerne la nécessité d'améliorer la qualité de la réglementation au sein de l'OMC, considérant que cette dernière étend son champ d'action. La qualité des règles existantes est en effet insuffisante. Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'un nouveau cycle de négociations sur le commerce mondial débutera sans doute à Seattle, sous les auspices de l'OMC, à la fin de cette année: le Millennium Round. Normalement, à l'issue de ce cycle, un nouvel ensemble de règles s'ajoutera aux traités de l'OMC. Eu égard aux caractéristiques institutionnelles de l'OMC, ces règles devraient être formulées plus soigneusement afin d'éviter des développements antidémocratiques au sein de l'OMC."

47. Cassen, Bernard. **Libre-échange, la dernière bastille [du modèle de mondialisation ultralibérale]: de la crise financière à la guerre commerciale.** *Le Monde diplomatique*. No 538 (janvier 1999). P. 4  
Aussi disponible sur Internet:

<http://www.monde.diplomatique.fr/1999/01/CASSEN/11546.html>

"Comme un avion dont les réacteurs tombent l'un après l'autre en panne, jusqu'au moment où il n'en reste qu'un pour maintenir en vol l'appareil, le libre-échange apparaît comme l'ultime rempart d'un modèle de mondialisation ultralibérale ébranlé par la crise financière et l'échec de l'AMI. La guerre commerciale, désormais seul programme des intégristes de la globalisation, va ainsi étendre à toute la planète les ravages sociaux que subissent déjà l'Asie orientale, la Russie, l'Amérique latine. Et c'est cette doctrine qui, sans la moindre réflexion critique, tient lieu de prêt-à-penser pour la majorité des dirigeants politiques. De droite et de gauche."

48. Cayouette, Pierre. **Faut-il avoir peur de l'OMC?** *L'Actualité*. Vol. 24, no 20 (décembre 1999). P. 57-65

"La libéralisation illimitée des services, à la différence des industries, peut signifier la fin des nations, de la démocratie, de la politique. On a voulu croire que l'histoire se terminait pas la victoire conjointe de la démocratie et du marché. Sans voir que, en réalité, commençait là l'impitoyable histoire de la lutte du marché contre la démocratie."

49. Dauvergne, Alain. **Seattle: la grande peur de la mondialisation.** *Le Point*. No 1419 (novembre 1999). P. 96-109  
Comprend aussi: Interview de Lori Wallach, directrice de Global Trade Watch. Inde: le chef de file des pauvres. Australie: haro sur l'Europe.

"L'OMC met son nez dans des domaines comme l'alimentation des nourrissons ou les normes de pollution, qui ne devraient être que du ressort d'instances démocratiquement élues, pas d'un organisme opaque et cachottier. L'OMC fait fi des nations parce que les grandes sociétés internationales ne s'embarassent pas des questions de souveraineté dans leur volonté de construire un monde uniforme."

50. Fitoussi, Jean-Paul. **Mondialisation et inégalités.** *Futuribles*. No 224 (octobre 1997). P. 5-16

"How globalization of economic markets is increasing the gap between profits and salaries and the inequality between high-salaried and other workers which only government action could mitigate."

51. George, Susan. **Fuite en avant dans la "marchandisation": le commerce avant les libertés.** *Le Monde diplomatique*. [En ligne], (novembre 1999).

<http://www.monde.diplomatie.fr/999/11/GEORGE/12658.html>

"Le bilan néfaste de cinq années de déréglementation du commerce depuis les accords de Marrakech de 1994 devrait conduire à contester les principes mêmes qui régissent l'OMC. Cette remise en cause que l'Europe refuse, est voulue par des millions de citoyens de la planète, qui se mobilisent, notamment en France, et, sur place, à Seattle."

52. **International Forum on Globalization [en ligne]**. San Francisco: IFG, décembre 1999.

<http://www.ifg.org/>

"The International Forum on Globalization is a non-profit alliance founded in 1994 of over sixty activists, scholars, economists, researchers, and writers formed to stimulate new thinking, joint activity, and public education in response to economic globalization. Most of us view the process of globalization as the most extreme restructuring of the planet's social, economic and political arrangements since the Industrial Revolution, bringing with it profound effects on human life and the natural world."

53. Labelle, Gilles. **La démocratie à la fin du XXe siècle: triomphante mais inquiète.** *Politique et Sociétés*. Vol. 16, no 3 (1997). P. 67-88

"En cette fin de siècle, la démocratie paraît à la fois triomphante et inquiète. Triomphante parce qu'elle rallie, certes, la majorité des voix en sa faveur dans l'opinion; d'autres (Fukuyama par exemple) estiment même qu'elle marque la "fin de l'histoire". Mais inquiète également, car son sens fait l'objet de discussions passionnées. On identifie ici, dans la littérature récente relevant de la philosophie politique, trois conceptions différentes et opposées de la démocratie. Dans un deuxième temps, on cherche à montrer que la "mondialisation" pose de sérieux problèmes à l'idéal et à la pratique démocratiques."

54. Lacayo, Richard. **Rage against the machine.** *Time*. Vol.154, no 24 (13 décembre 1999). P. 22-28

"At the Seattle meeting of the World Trade Organization, the bureaucrats may not have accomplished all that much last week. The chaos that surrounded them did. In this moment of triumphant capitalism, of planetary cash flows and a priapic Dow, all the second thoughts and outright furies about the global economy collected on the streets of downtown Seattle and crashed through the windows of Nike Town. After two days of uproar scented with tear gas and pepper spray, the world may never again think the same way about free trade and what it costs."

55. Lane, Patrick. **Where next? A survey of world trade.** *Economist*. No 349 (1998).  
38 pages suivant la page 62.

"Examines political problems in promoting further trade liberalization and economic integration, in light of deteriorating global economic prospects. The World Trade Organization (WTO), trade barriers, regulation of foreign direct investment, antitrust, NAFTA and regional organizations, environmental concern, human rights, and labor standards, job loss in developed countries, and US "fast track" commercial policy."

56. Michel, Louicius ; Su, Zhan. **Analyse critique de la mondialisation: tendance et doctrine.** *Études Internationales*. No 29 (décembre 1998). P. 909-937

"Examine le fondement du discours sur la mondialisation pour en dégager les significations latentes. Les principales perspectives de la mondialisation suggèrent des tendances sociohistoriques qui sont analysées à travers quatre courants théoriques: historique, libéral, sociologique et critique."

57. **Mondialisation: l'inquiétude monte.** *Courrier International*. No 473 (25 novembre au 1er décembre 1999). P. 46-53

"L'organisation mondiale du commerce peut invalider des réglementations adoptées au niveau local. Aux États-Unis, il s'agit souvent des initiatives les plus progressistes; À la pointe du mouvement anti-OMC, les mouvements américains attendent beaucoup de ce qu'ils appellent la "bataille de Seattle"; Tokyo a accepté d'ouvrir son marché rizicole, mais il plaidera à Seattle pour une agriculture respectueuse de l'environnement; Washington veut imposer un débat sur les conditions de travail dans les pays en développement. Un jeu dangereux, met en garde l'économiste indien Jagdish Bhagwati; À l'issue d'après négociations, Pékin a enfin signé un accord avec Washington qui lui ouvre les portes de l'OMC. Deux experts chinois expliquent ce qu'ils attendent de cette intégration; Tout en demandant aux pays en développement d'ouvrir leurs marchés, les pays riches font preuve d'un protectionnisme acharné. Démonstration par un conseiller de l'ONG britannique Oxfam."

58. **Observatoire de la mondialisation [en ligne].** Décembre 1999.

<http://www.ecoropa.org/>

"Créé en 1996, suite à l'entrée en vigueur de l'Organisation mondiale du commerce, l'Observatoire de la mondialisation, présidé par Susan George, rassemble un groupe de 17 économistes, chercheurs, journalistes, responsables syndicaux et associatifs, engagés dans le suivi critique de la mondialisation de l'économie. L'Observatoire analyse les périls politiques croissants que soulève la mondialisation: rupture de la cohésion sociale, menace de l'état de droit et de la citoyenneté, affaiblissement du politique, montée des extrémismes en tous genres. Il fournit des éléments critiques d'information permettant d'en appréhender les mécanismes, et de décrypter des institutions dont l'opacité même constitue un obstacle à la démocratie."

59. **OMC, l'attentat contre la démocratie.** *Le Monde diplomatique*. [En ligne], (octobre 1999).

<http://www.monde-diplomatique.fr/dossiers/omc/>

Plusieurs articles: À l'OMC, trois ans pour achever la mondialisation. L'AMI nouveau va arriver. Libre échange, la dernière Bastille. À la racine du mal. Comment l'AMI fut mis en pièces. Imposer le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes. Menaces sur la convention de Lomé. L'OMC, fer de lance des transnationales.

60. **WTO Watch: The global information center on the WTO and trade.** [En ligne]: The Institute for Agriculture and Trade Policy, 2000.

<http://www.wtowatch.org>

"Le centre international d'information sur l'Organisation Mondiale du Commerce, de l'agriculture, et du développement durable. Que vous soyez un spécialiste de la politique commerciale internationale, un journaliste chargé de la couverture de la conférence ministérielle de l'OMC, ou si vous voulez en savoir plus sur le commerce international, vous êtes au bon endroit. Ce que vous trouverez à WTO Watch: Un calendrier actualisé des activités à Seattle et au delà, une vaste sélection de documents, articles et rapports sur le commerce, des reportages multimédia en direct ou d'archives de délégués, de fonctionnaires, des dirigeants locaux et d'activistes pendant la conférence ministérielle, un centre de presse pour assister les média pour la couverture de débats relatifs au commerce, des liens organisés par catégories vers d'autres ressources sur le commerce dans le monde entier, des informations rapides et précises vous permettant de comprendre certains points délicats relatifs au commerce, une recherche de site pour vous aider à rapidement localiser les sujets qui vous intéressent."

### SOUVERAINETÉ DE L'ÉTAT

61. Evans, Peter. **La mondialisation, mythe ou réalité?** *Problèmes économiques*. Nos 2.611/2.612 (avril 1999). P. 2-6

"La problématique de la mondialisation est souvent associée à celle du dépérissement ou de l'affaiblissement des États. Les frontières de l'économie déborderaient les frontières politiques sapant ainsi l'autorité publique. Cette relation négative entre l'ouverture croissante de l'économie et le poids de l'État est-elle vérifiée? Si elle ne l'est pas, comment alors expliquer cette rhétorique selon laquelle un État fort est incompatible avec la mondialisation et quelles en sont les conséquences?"

62. Krulic, Brigitte. **La nation, une idée dépassée?** *Problèmes politiques et sociaux*. No 832 (décembre 1999). P. 3-85

"À l'heure de la mondialisation, la thèse du déclin irrémédiable des nations est à la mode: contestés par le «haut», les États-nations sont confrontés à la multiplication des réseaux qui échappent à leur contrôle. Leur légitimité est aussi remise en cause à la base par la société civile: affirmation des individualismes, des identités communautaires, etc. Pourtant, le réveil des revendications nationales, voire nationalistes après la chute du communisme montre que la nation demeure une idée mobilisatrice, mais ambiguë, comme le souligne l'opposition originelle entre la conception républicaine et la conception ethnique de la nation."

63. Landry, Alain. **La souveraineté culturelle [du Canada] face à la mondialisation des échanges économiques.** *Revue française d'Administration publique*. Vol. 77 (mars 1996). P. 119-121

"L'action culturelle extérieure canadienne est pensée comme une contribution à la poursuite des intérêts stratégiques du Canada à l'étranger. Le marché international est en effet indispensable à la rentabilisation des produits culturels canadiens. Un autre volet important de l'action extérieure concerne l'enseignement supérieur, où la collaboration internationale doit être fortement développée dans les prochaines années."

64. Mahmoud, Mohamed S. **Mondialisation et souveraineté de l'État.** *Journal du Droit international*. Vol. 123, no 3 (septembre 1996). P. 611-662

"La construction juridique de l'État souverain est sous-tendue par une double logique territoriale et nationale que la mondialisation, processus transfrontalier et transnational, met aujourd'hui à rude épreuve. Incapable d'exercer la plénitude de ses compétences quand il s'agit de contrôler notamment les flux monétaires et financiers ou la circulation de l'information, l'État est par ailleurs amené à renoncer à sa qualité de souverain chaque fois qu'il participe directement ou indirectement à une opération commerciale internationale. Le fléchissement de la souveraineté étatique ne débouche pas cependant sur l'apparition d'un nouvel ordre qui se construirait au-delà de "l'État territorial". Mais celui-ci ne peut réguler les tensions engendrées par la mondialisation qu'en tenant compte à la fois des contraintes nationales, régionales et internationales."

65. **Le monde enchaîné.** Québec: Édition Nota bene, 1999. 331 p.

332.673 M741 1999 QL

"Les textes qui figurent dans cet ouvrage montreront bien, nous l'espérons, comment un accord qui ne visait officiellement qu'à déréglementer les investissements, d'abord entre les pays membres de l'OCDE, puis, progressivement, au niveau mondial, devait conduire, en fait, à l'abolition de la capacité législative, administrative, politique et judiciaire des États signataires, et ceci, dans tous les domaines où cette capacité politique pouvait interférer, directement ou indirectement, avec les intérêts du capital, et particulièrement, ceux du «capital financier»."

66. **Multilatéralisme et souveraineté nationale.** *Problèmes économiques.* No 2578 (août 1998). P. 10-14

"Justification des règles multilatérales en matière d'échanges et d'investissement; l'OMC et la souveraineté dans le domaine de la politique économique nationale; principaux éléments de l'Accord multilatéral sur l'investissement. Extrait de l'étude de l'OCDE *Pour l'ouverture des marchés: les avantages de la libéralisation des échanges et de l'investissement.* "

67. **Le nationalisme et la mondialisation.** *Revue internationale d'études canadiennes.* Vol. 16 (automne 1999). P. 5-147

"La question qui se pose est simple et s'inscrit en filigrane des textes qui composent la partie thématique du présent numéro de la RIÉC: comment le Canada peut-il et comment doit-il composer avec les défis de la mondialisation? Ces défis sont, à première vue, économiques et renvoient à la restructuration des marchés nationaux, mais ils soulèvent surtout, de manière peut-être plus profonde et plus "interpellante", le problème de l'unité sociale et politique du pays."

68. Rachline, François. **L'état face à la mondialisation: comment le marché s'est retourné contre son créateur, le souverain.** *Problèmes économiques.* Nos 2.611/2.612 (avril 1999). P. 9-11

"La relation entre la souveraineté et le marché soulève de nombreuses questions d'ordre historique et conceptuel. Comment définir la souveraineté? Dans quelles circonstances et pour quelles raisons le souverain a-t-il été amené à développer les mécanismes de marché? Pourquoi ces derniers échappent-ils aujourd'hui à son créateur?"

69. Shearmur, Richard. **Le développement local: est-ce légal?** *Options politiques*. Vol. 20, no 2 (mars 1999). P. 57-60

"Une bonne partie des politiques de développement régional repose sur les mesures d'intervention adoptées par les gouvernements subnationaux. L'auteur se demande si la norme sur les mesures non discriminatoires du GATT adoptée par l'Organisation mondiale du commerce permettra à ces gouvernements de continuer d'intervenir avec efficacité en faveur du développement régional."

70. Valaskakis, Kimon. **Mondialisation et gouvernance: le défi de la régulation publique planétaire.** *Futuribles*. No 230 (avril 1998). P. 5-28

"La mondialisation entraîne de profondes inégalités et s'accompagne d'un défi considérable; celui de la gouvernance dans, et de, l'interdépendance. Trois scénarios sont esquissés pour illustrer les différents modes de régulation possibles: le premier est caractérisé par le déclin des structures de régulation publique traditionnelles (l'État), l'essor d'entreprises transnationales apatrides et le développement d'une concurrence sans merci qui, à terme, est suicidaire; le second serait caractérisé par la création de mécanismes et d'institutions de gouvernance à l'échelle planétaire - mais les institutions intergouvernementales forment une mosaïque peu cohérente et sont paralysées de l'intérieur; le troisième scénario, par l'adoption de systèmes de gouvernance au niveau régional (supra-national), a une échelle économique et sociale pertinente."

## TÉLÉCOMMUNICATIONS

71. Braga, Carlos A. Primo. **"Liberalizing telecommunications and the role of the World Trade Organization"**. *Private sector in Infrastructure*. Washington: World Bank Group, 1997. P. 63-70  
338.61 P961 1997 QL

"The final act of the Uruguay Round in Marrakech in 1994 - giving birth to the World Trade Organization (WTO) - was described by many as the beginning of a new era in international trade rules. The agreement on basic telecommunications can be characterized as the first major accomplishment of this new era. Moreover, it will foster the liberalization of telecommunications, bringing significant benefits for industrial and developing countries alike."

72. McLarty, Taunya L. **Liberalized telecommunications trade in the WTO: implications for universal service policy.** *Federal Communication Law Journal*. Vol. 51, no 1 [en ligne], (1998).

[www.law.indiana.edu/fclj/pubs/v51/no1/mclarty.PDF](http://www.law.indiana.edu/fclj/pubs/v51/no1/mclarty.PDF)

"Examines significance of the basic telecommunication commitments in liberalization, why sector and subsector negotiations were necessary, services negotiations under GATS, how obligations underlying all WTO agreements apply to telecom services, and other issues; 1990s, chiefly."

73. **Telecom reform: progress and prospects.** *Telecommunications Policy*. Vol. 23 (février 1999). P. 7-93  
Disponible à l'Université Laval.

"Examines potential and risk for information and communication technologies in developing countries, implementation of the 1998 WTO telecommunications agreement, productivity, catch-up, and innovation, and changing structure of corporate R & D; 5 articles."

**LISTE DES TITRES PARUS**

**DANS LA SÉRIE "BIBLIOGRAPHIES"**

- No 1 Privatisation/Gilberte Boilard (octobre 1986) - 50 p. [Épuisé]
- No 2 Déréglementation/Vy-Khanh Nguyen (décembre 1986) - 121 p. [Épuisé]
- No 3 Charte de la langue française: Loi 101/Gilberte Boilard (janvier 1987) - 62 p. [Remplacé par le no 23]
- No 4 Les nouveaux libéralismes économiques/Joëlle Desjardins (mars 1987) - 48 p. [Épuisé]
- No 5 Politique de l'habitation/Vy-Khanh Nguyen (mai 1987) - 54 p. [Épuisé]
- No 6 Réforme de la taxe foncière/Joëlle Desjardins (avril 1987) - 10 p. [Épuisé]
- No 7 Politique industrielle/Joëlle Desjardins (mai 1987) - 28 p.
- No 8 Francophonie/Gilberte Boilard (mai 1987) - 78 p. [Épuisé]
- No 9 Équité salariale/Marie-France Boulet (mai 1987) - 17 p. [Épuisé]
- No 10 Réforme fiscale/Joëlle Desjardins (juillet 1987) - 39 p. [Épuisé]
- No 11 Politique de l'environnement/Marie-France Boulet (octobre 1987) - 41 p.
- No 12 Organisation policière/Gilberte Boilard (décembre 1987) - 26 p.
- No 13 Subventions agricoles, 1980-1987/Joëlle Desjardins (décembre 1987) - 23 p.
- No 14 Le Whip/Joëlle Desjardins (février 1988) - 11 p.
- No 15 Discipline de parti/Gilberte Boilard (avril 1988) - 23 p.
- No 16 Clause nonobstant, 2<sup>e</sup> édition/Gilberte Boilard, Joëlle Desjardins (juin 1993) - 50 p.
- No 17 Heures d'affaires dans les établissements commerciaux le dimanche/Gilberte Boilard, Nicole Dufresne (novembre 1988) - 8 p.
- No 18 Municipalités régionales de comté/Gilberte Boilard (décembre 1988) - 12 p.
- No 19 Relations entre le Québec et les États-Unis/Guy Dionne (décembre 1988) - 5 p.
- No 20 Privatisation des services de santé 1985-1988/Joëlle Desjardins (février 1989) - 13 p.
- No 21 L'accord du Lac Meech, 3<sup>e</sup> édition/Joëlle Desjardins (décembre 1990) - 68 p.
- No 22 Privatisation 1986-1988, 2<sup>e</sup> édition/Gilberte Boilard (décembre 1988) - 52 p.
- No 23 Charte de la langue française (Loi 101), 2<sup>e</sup> édition/Gilberte Boilard (septembre 1988) - 115 p.
- No 24 Charte de la langue française (Loi 101), (septembre 1988 - septembre 1992)/Gilberte Boilard (septembre 1992) - 120 p.

- No 25 Avortement: prises de position et aspects juridiques/Gilberte Boilard (mai 1989) - 43 p.
- No 26 Entreprises internationales, transnationales et multinationales/Johan Nadeau (janvier 1988) - 64 p.
- No 27 Politiques d'immigration et d'accueil des réfugiés/Nicole Dufresne (juillet 1989) - 39 p.
- No 28 Adoption internationale 1980-1989/Joëlle Desjardins (août 1989) - 12 p.
- No 29 Référendums (1979-1989), 2<sup>e</sup> édition/Nicole Dufresne (novembre 1989) - 50 p.
- No 30 Taxe sur les produits et services (Phase II du Livre blanc sur la réforme fiscale)/ Gilberte Boilard (novembre 1989) - 31 p.
- No 31 Chartes, déclarations, recommandations et ententes concernant l'environnement/Nicole Dufresne (décembre 1989) - 17 p.
- No 32 L'État et les personnes âgées/Guy Dionne (février 1992) - 21 p.
- No 33 Édition du livre au Québec 1980-1990 (mise à jour du Biblio Éclair no 49 paru en décembre 1980: «L'industrie de l'édition au Québec»)/Gilberte Boilard (janvier 1990) - 20 p.
- No 34 Ombudsman - Statut, rôle, pouvoirs, organisation/Joëlle Desjardins (février 1990) - 48 p.
- No 35 Conflits d'intérêts 1988-1990/Gilberte Boilard (avril 1990) - 46 p.
- No 36 Gestion des déchets domestiques/Nicole Dufresne (avril 1990) - 39 p.
- No 37 Statut de l'artiste/Gilberte Boilard (juin 1990) - 92 p.
- No 38 Développement durable/Nicole Dufresne (juin 1991) - 23 p.
- No 39 Le vieillissement de la population - 1980-1991/Joëlle Desjardins (septembre 1991) - 39 p.
- No 40 Le député québécois/Nicole Dufresne (juin 1991) - 37 p.
- No 41 L'accès aux documents des organismes publics 1980-1991/Gilberte Boilard (octobre 1991) - 81 p.
- No 42 L'informatique dans les Parlements (2<sup>e</sup> édition)/Joëlle Desjardins (mars 1994) - 31 p.
- No 43 La vie privée et l'informatique/Maria Buttazzoni (décembre 1991) - 44 p.
- No 44 Bibliothèques parlementaires: histoire, fonctions, services/Gilberte Boilard et Jean-Luc Fortin (février 1992) - 78 p.
- No 45 Référendums (1989-1992)/Nicole Dufresne (août 1992) - 22 p.
- No 46 La présidence des Assemblées parlementaires/Joëlle Desjardins (juin 1993) - 146 p.
- No 47 Les femmes et la politique aujourd'hui/Deirdre Moore (juin 1993) - 24 p.

- No 48 Le financement des partis politiques/Nicole Dufresne (novembre 1993) - 24 p.
- No 49 L'administration des parlements/Joëlle Desjardins (février 1994) - 29 p.
- No 50 Conflits d'intérêts et éthique chez les élus, 1990-1994/Gilberte Boilard (février 1994) - 41 p.
- No 51 Le personnel des parlements 1975-1994/Joëlle Desjardins (mai 1994) - 46 p.
- No 52 Décroissance des fonctions publiques/Patrick Cossette (juin 1994) - 14 p.
- No 53 Réforme parlementaire 1980-1995/Gilberte Boilard, Joëlle Desjardins (juin 1995) - 102 p.
- No 54 L'accord du lac Meech septembre 1992 à novembre 1995/Joëlle Desjardins (janvier 1996) [*Cette bibliographie complète le no 21 - 3<sup>e</sup> édition publié en septembre 1992*] - 33 p.
- No 55 Parlement et médias 1985-1996/Gilberte Boilard, Joëlle Desjardins (mai 1996) - 12 p.
- No 56 Charte de la langue française - septembre 1992 - septembre 1996/Gilberte Boilard (octobre 1996) - 70 p.
- No 57 Privatisation de l'eau/Gilberte Boilard (décembre 1996) - 11 p.
- No 58 L'imputabilité/Joëlle Desjardins, Guy Dionne (janvier 1997) - 56 p.
- No 59 Francophonie 1987-1997/Gilberte Boilard (février 1997) - 23 p.
- No 60 Le Lobbying 1985-1997/Gilberte Boilard (juillet 1997) - 33 p.
- No 61 Ombudsman 1990-1997/Joëlle Desjardins (juillet 1997) - 25 p. [Mise à jour du no 34]
- No 62 Obstacles à la participation politique des femmes 1987-1997/Gilberte Boilard (janvier 1998) - 31 p.
- No 63 Parlement et médias 1996-1998/Service de référence, Bibliothèque de l'Assemblée nationale (mars 1998) - 8 p. [Mise à jour du no 55]
- No 64 Discipline de parti 1988-1998/Gilberte Boilard (novembre 1998) - 20 p. [Mise à jour du no 15]
- No 65 Le Whip 1988-1998/Joëlle Desjardins (novembre 1998) - 9 p. [Mise à jour du no 14]
- No 66 La Présidence des Assemblées parlementaires/Joëlle Desjardins (avril 1999) - 22 p. [Mise à jour du no 46]
- No 67 Modes de scrutin 1980-1999/Gilberte Boilard (avril 1999) - 38 p.
- No 68 Les nouvelles formes de travail/Nicole Dufresne (août 1999) - 51 p.
- No 69 Le commerce électronique (1995-1999)/Marie-Hélène Fournier (oct. 1999) - 22 p.
- No 70 Conflits d'intérêts et éthique chez les élus 1994-1999/Gilberte Boilard (décembre 1999) - 32 p.

- No 71 Référendums (1992-1999)/Marie-Hélène Fournier (décembre 1999) - 37 p.
- No 72 Démocratie électronique 1995-1999/Joëlle Desjardins (février 2000) - 23 p.
- No 73 Le rôle du député (1991-2000)/Joëlle Desjardins (février 2000) - 27 p.
- No 74 Revenu de citoyenneté/Gilberte Boilard (février 2000) - 12 p.